

Union de transferts ou sortie concertée de l'euro : une fausse opposition note [hussonet](#) n°101, 26 septembre 2016

Cette note prolonge [une chronique](#) publiée sur AlterEcoPlus (22 septembre 2016) qui traitait de cette aporie : la zone euro ne fonctionne pas, mais on ne peut pas en sortir. Elle s'interroge sur l'opposition entre « union de transferts » et « sortie concertée » de l'euro.



Qu'est-ce qu'une union de transferts ?

Comme le nom l'indique, il s'agit d'une union d'Etats qui organisent des transferts depuis les pays (ou les régions) les plus riches vers les plus pauvres. Cela peut se faire selon différentes modalités : budget commun, fonds d'harmonisation (comme les fonds structurels européens), voire mutualisation des dettes. L'objectif est d'homogénéiser l'ensemble de la zone d'un point de vue des conditions de vie (transferts sociaux) ou de l'efficacité productive (investissements croisés)¹.

L'un des défauts de construction de la zone euro est le caractère très limité des transferts. Au lieu de la convergence attendue - de manière absurde - de la mise en place d'une monnaie unique, l'Europe diverge, et la crise n'a fait que révéler et exacerber cette tendance.

Qu'est-ce qu'une sortie « concertée » de l'euro ?

Il s'agit d'un scénario où l'ensemble des pays de la zone euro (ou au moins une majorité d'entre eux) décident de revenir à des monnaies nationales, éventuellement adossées à une monnaie commune, de telle sorte que les ajustements de change seraient à nouveau possibles.

Il existe plusieurs versions, émanant de partisans de la sortie de l'euro : Lapavitsas, Lordon, Sapir, Stiglitz, pour citer les plus connus. Leur point commun, affirmé de manière plus ou moins véhémement, est que l'idée d'un « bon euro » qui s'accompagnerait de transferts des pays du « centre » vers ceux de la « périphérie » est une pure illusion. Certains, notamment Lordon, pensent que « l'Allemagne n'en voudra jamais ». D'autres, en particulier Lapavitsas, raillent l'idéalisme des « européistes ».

¹ Pour déconsidérer cette perspective, on la baptise « fédéralisme ». Mais cette assimilation est abusive : la réalisation d'une union de transferts n'implique pas, par exemple, la mise en place d'un gouvernement ou d'un ministre fédéral.

Il y aurait donc d'un côté les réalistes et, de l'autre les doux rêveurs. Cette opposition est curieuse car ces deux options sont en réalité équivalentes d'un point de vue économique.

Un « théorème » d'équivalence

Une sortie de l'euro conduirait effectivement - c'est son principal objectif - à un réajustement des nouvelles monnaies désormais détachées de la monnaie unique. Tout le monde s'accorde pour dire que les pays à excédent (Allemagne, Pays-Bas, Autriche) verraient leurs nouvelles monnaies s'apprécier par rapport aux pays à déficit (Grèce, Espagne, Italie, France) de telle sorte que les excédents et déficits commerciaux seraient réduits, voire annulés.

Mais il devrait être évident aussi que cette réduction équivaut strictement à un transfert des pays à excédents vers les pays à déficits, via le rééquilibrage des balances commerciales. Certes, il est délicat de chiffrer son ampleur, mais il suffit ici d'insister sur ce point : la sortie de l'euro ne servirait à rien si un tel transfert ne se produisait pas, et c'est bien à cette aune que ses partisans en mesurent les avantages.

Le débat n'oppose donc pas une union de transfert à la sorte de l'euro mais deux formes possibles de transferts.

Cette équivalence admet ce corollaire : il n'est pas logique d'affirmer que « l'Allemagne ne voudra jamais » d'une union de transfert, mais qu'elle serait en revanche disposée à accepter un réajustement « concerté » des taux de change dans le cadre d'une sortie de l'euro qui impliquerait une réduction significative de son excédent commercial. Les solutions des « européistes » et des « sortistes » sont peut-être hors de portée, illusoires, iréniques, etc. mais elles le sont dans ce cas au même degré. La perspective d'une sortie de l'euro n'est pas plus « faisable » ou « crédible » que celle d'une union de transfert.

Les apprentis sorciers

Il y a cependant une différence qui ne relève pas de l'analyse économique mais du discours politique. Quand il font miroiter la sortie de l'euro comme une issue possible à un horizon rapproché, ses partisans adoptent une attitude de déni en postulant un degré de concertation hors de portée, celui-là même qu'ils reprochent aux tenants d'une refondation de l'Europe. En réduisant l'enjeu à une simple concertation entre Etats, ils évacuent le véritable obstacle qui est le refus, très concerté, des dominants à renoncer à leurs privilèges acquis. En transformant un affrontement entre capital et travail en une question de souveraineté monétaire, ils ne réhabilitent pas une conception progressiste de l'idée de nation : ils jouent les apprentis sorciers.